

DCG

SESSION 2012

UE 5 – ÉCONOMIE

Durée de l'épreuve : 4 heures - Coefficient : 1,5



DCG

*Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.
En conséquence, tout usage d'une calculatrice est **INTERDIT** et constituerait une **fraude**.*

Document remis au candidat :

Le sujet comporte 3 pages numérotées de 1/3 à 3/3.

Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.

I - DISSERTATION

Les liens entre la productivité et l'emploi.

II – ETUDE DE DOCUMENT

À l'aide du document fourni en annexe et de vos connaissances, vous traiterez les questions suivantes.

- 1 - Repérez et expliquez les mesures protectionnistes évoquées dans le texte.**
- 2 - Présentez, en l'analysant, une autre forme de protectionnisme que la Chine pratique aujourd'hui et que le texte n'aborde pas.**
- 3 - Quelles sont les caractéristiques du modèle capitaliste chinois ?**

III – QUESTION

Quels sont les fondements théoriques de l'épargne des ménages ?

Le sujet comporte l'annexe suivante

Annexe - « Pékin a bien profité de son adhésion à l'OMC »

- Harold Thibault. Le Monde - 10 décembre 2011 (extrait)..... page 3

Barème indicatif

Dissertation.....10 points

Etude de document.....6 points

Question.....4 points

Annexe

« Pékin a bien profité de son adhésion à l'OMC »

Harold Thibault. Le Monde - 10 décembre 2011

La presse officielle chinoise célèbre sans modération le dixième anniversaire de l'entrée du pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le 11 décembre 2001, la Chine accédait au statut de membre à part entière de l'OMC, après quinze années de négociation. Depuis, ses exportations ont été multipliées par 4,9 - passant, en 2009, devant celles de l'Allemagne - et ses importations sont aujourd'hui 4,7 fois plus fortes qu'en 2001.

"L'évolution sur une décennie prouve que la Chine a atteint son but", interprète le China Daily. Ce journal, porte-voix de Pékin, se félicite : "Comme convenu avec les membres de l'OMC, la Chine a baissé ses droits de douane, supprimé les barrières non tarifaires, telles que les quotas et les licences, et réduit les restrictions imposées aux entreprises étrangères." Le ton des partenaires commerciaux de la deuxième économie mondiale est plus nuancé. Les Etats-Unis ont d'ailleurs demandé, jeudi 8 décembre, à l'organe de règlement des différends de trancher sur les taxes imposées par Pékin sur l'importation de volailles âgées de moins de 13 semaines, afin de "protéger les emplois américains".

Ce thème est récurrent, alors que la Chine a enregistré, en octobre, un surplus commercial de 17 milliards de dollars (13 milliards d'euros) sur un an, les exportations augmentant de 15,9 %. (...).

L'entrée de la Chine à l'OMC "a créé des opportunités majeures pour les entreprises européennes. Cela a bénéficié à la Chine ainsi qu'au reste du monde, soutenant la croissance économique", reconnaît Dirk Moens, secrétaire général de la Chambre de commerce européenne en Chine. "De nombreuses discriminations subsistent, constate toutefois M. Moens, ainsi que de multiples subventions (pour les concurrents chinois). Les entreprises étatiques ont accès au financement à bas coût et de nombreux secteurs restent inaccessibles aux étrangers." (...)

Dans le secteur automobile, les entreprises étrangères doivent ainsi toujours former une coentreprise avec un partenaire local. Cette règle devait permettre aux constructeurs chinois de rattraper leur manque de savoir-faire, sans s'effondrer face à une concurrence étrangère rodée. (...)

La propriété intellectuelle est un autre sujet de friction permanente pour un pays où huit ordinateurs sur dix fonctionnent sur un système d'exploitation piraté. "Sauf lorsqu'il en va de la santé du consommateur, la Chine ne considère pas la contrefaçon comme un réel trouble à l'ordre public", constate Anne Séverin, avocate associée du cabinet DS. (...)

La décennie écoulée a vu se préciser les contours d'un "modèle" de capitalisme d'Etat chinois. Les champions nationaux gravitent autour du gouvernement central. Ils bénéficient de crédits avantageux et sont facilement reconnaissables à leurs noms (China Mobile, Bank of China, China Telecom, Petrochina, Air China, etc.). Le Bureau de l'organisation du Parti communiste chinois nomme d'ailleurs leurs dirigeants et s'assure ainsi de leur loyauté.

Les entreprises privées et étrangères prospèrent dans les secteurs les plus ouverts, tels que la distribution et les services, où leurs compétences sont les bienvenues. La crise a confirmé cette tendance, le plan de relance ayant renforcé ces champions.

Ce modèle s'éloigne-t-il de l'esprit de l'OMC ? Selon Hua Min, directeur de l'Institut d'économie internationale de l'université de Fudan, à Shanghai, "de multiples groupes d'intérêt s'opposent à davantage d'ouverture et il faut donc accepter que le changement soit progressif ». Par anticipation, le vice-ministre du commerce, Yu Jianhua, a reconnu, en novembre, qu'il "faut dix ans pour forger une bonne épée".